

Troisièmement, la question de la politique linguistique a été à l'origine de tensions sérieuses entre les deux communautés, étant donné surtout que moins de 1 % des Russes parlent le kazakh¹⁹. Les nationalistes exerçaient des pressions considérables sur le gouvernement Nazarbaïev afin qu'il donne la place de choix à la langue kazakhe dans la constitution de la république. D'autre part, toute émigration significative des Russes aurait été un désastre pour l'économie. Comme solution de compromis, le Soviet suprême inséra dans la constitution une clause faisant du kazakh la seule langue officielle et du russe, la langue de la «communication interethnique»²⁰. Cette solution apaisa les nationalistes dans une certaine mesure, mais elle n'arriva pas à satisfaire les leaders politiques de la communauté russe pour qui leur langue était de la sorte infériorisée.

Quatrièmement, la communauté russe (et d'autres Européens) sont préoccupés par ce qu'ils perçoivent comme une politique d'action en faveur de groupes désavantagés, qui consiste à installer graduellement des Kazakhs de souche à des postes supérieurs de la bureaucratie et des entreprises d'État²¹. Ils ont l'impression que les occasions d'avancement sur la base du mérite ainsi que de l'éducation et de l'expérience s'en trouvent du fait même limitées. Certains groupes russes maintiennent en outre que les Russes font l'objet de discrimination au niveau du logement et de l'accès à d'autres ressources contrôlées par l'État²².

Vu les possibilités de conflit interethnique dans le pays, le gouvernement a remarquablement bien réussi à éviter la surchauffe. Toutefois, le danger de tels conflits risque de s'accroître à mesure que le pouvoir politique en Russie tendra vers la droite et que s'affermira la politique étrangère de la Russie à l'égard des États d'Asie centrale (voir ci-après). Mis à part les problèmes économiques dont il a été question précédemment, la question des relations entre la Russie et le Kazakhstan est, pour ce pays, le dossier le plus délicat dans le court terme.

¹⁹ On évalue cette proportion à moins de 0,6 % à Almaty.

²⁰ Nazarbaïev a justifié cette approche dans «Suverennyi Kazakhstan otvechaet za ravnopravie drugikh natsii», *Nezavisimaya Gazeta* (6 janvier 1994), p. 3.

²¹ Cette analyse est un peu simpliste. Il semble plutôt que Nazarbaïev installe au gouvernement des membres de la grande horde de Kazakhs, une des trois subdivisions de la nation kazakhe. Les deux autres subdivisions sont laissées pour compte.

²² Voir le compte rendu d'une réunion de sociétés russes dans le Kazakhstan septentrional dans le *RFE/RL Weekly Report* (22 décembre 1993).